

INDIVIDUAL CONSULTANT PROCUREMENT NOTICE
Date: 27 Aout 2019

Titre du Poste:	Consultant pour Effectuer l'Examen de la Politique des Services Professionnels : Sous-secteur Portant sur les Services Juridiques au Maroc
Consultant national ou international:	National
Durée:	66 jours ouvrables sur une période de 09 mois
Lieu d'affectation:	Domicile au Maroc avec possibilité de voyage dans les pays arabes
Projet:	Renforcement de l'Intégration Economique Arabe pour le Développement Durable (AEISD)
Numéro de la réquisition:	R4710-0000003259
Contrat a long terme (oui/non)	Non

CONTEXTE

Le Projet de Renforcement de l'Intégration Economique Arabe pour le Développement Durable (AEISD), mis en œuvre par le PNUD, fixe comme objectif, la fourniture d'une assistance technique à la Ligue des États Arabes (LEA), en particulier les organes concernés du Secteur Economique du Secrétariat de la LEA et les États membres La Grande zone arabe de libre-échange (GZALE)¹. L'objectif étant de soutenir les efforts visant une intégration plus poussée, y compris l'établissement de l'Union douanière arabe. Le deuxième élément important concerne le renforcement de la connectivité arabe entre les économies de la région. On espère que ces efforts se traduiront par une contribution accrue de l'intégration économique pour améliorer les moyens de subsistance des populations, davantage d'emplois et la participation du secteur privé. Le commerce a un potentiel considérable pour lutter contre la pauvreté dans les pays arabes en générant davantage de revenus et en facilitant l'accès aux marchés. La troisième composante est axée sur la promotion de l'inclusion et de la transparence dans le cadre du programme de développement, en particulier sur l'autonomisation économique des femmes, en vue de l'intégration économique régionale.

S'appuyant sur les progrès réalisés dans le précédent programme d'appui à la mise en œuvre du Programme Exécutif de l'Accord sur la Facilitation et le Développement du Commerce entre les pays arabes, le projet actuel se concentre sur les aspects spécifiques de la transformation du commerce en moteur d'une croissance inclusive et durable, dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030, adopté par les États membres des Nations Unies en 2015. Par la suite, le projet visera également à aider les pays et les principales entités d'intégration sous-régionales et régionales à accélérer le rythme des réformes commerciales et de l'intégration économique régionale, afin de renforcer les effets

¹ En Anglais, Greater Arab Free Trade Area, GAFTA

de ces réformes sur l'emploi, en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes et mobilisant des ressources supplémentaires à cette fin.

Le projet vise à répondre aux défis et complexités spécifiques auxquels les pays arabes (et la Ligue des États arabes) sont confrontés pour renforcer l'intégration économique régionale, plus précisément dans la transition d'un cadre basé sur le libre-échange vers la réalisation d'une union douanière. Ce qui suit présente les principaux domaines d'intervention :

- i. Fournir un appui technique structuré et ciblé au secrétariat de la Ligue Arabe et aux négociateurs arabes pour la formulation et la réforme de la politique commerciale dans le cadre de la PAFTA ;
- ii. Fournir une assistance au secrétariat de la ligue Arabe en vue de renforcer sa capacité organisationnelle afin de faciliter davantage le programme d'intégration économique régionale et de promouvoir la libéralisation du commerce ;
- iii. Aider les décideurs nationaux des pays arabes cibles dans les domaines commercial et économique afin de soutenir leurs efforts de modernisation et de réforme de la politique commerciale, en tenant compte en tenant compte des évolutions récents en la matière ;
- iv. Faciliter les activités de transport et de commerce ; étant des domaines clés pour soutenir les programmes nationaux d'amélioration de la compétitivité, de l'accès aux marchés et de l'intégration de la chaîne de valeur ;
- v. La promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes ainsi que la création d'entreprises et de possibilités d'emploi pour les jeunes constituent également un objectif clé des activités du projet ;
- vi. La promotion de la bonne gouvernance qui constitue une condition préalable pour approfondir l'intégration économique arabe et atteindre un niveau d'engagement plus élevé, inclusif et durable ;
- vii. La promotion de la contribution du commerce, en tant que l'un des piliers de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) aux niveaux national et régional.

Selon des études récentes de la CNUCED, la contribution des services à la création de revenus, à la création d'emplois et aux recettes en devises a considérablement augmenté au cours des deux dernières décennies. Au cours des 20 dernières années, dans les pays développés, l'importance des services n'a cessé de croître, représentant désormais plus de 70% du PIB et de l'emploi total. Les pays en développement ont également connu une croissance des services, mais leur part dans le PIB et l'emploi reste respectivement de 50% et 35%. Les services dans les pays en voie de développement croissent au taux de huit pour cent par an.

Ces chiffres suggèrent que les pays en voie de développement ont un potentiel inexploité pour faire progresser le développement des secteurs de services. Les principales approches pour atteindre cet objectif incluent la création d'un environnement favorable grâce à de meilleurs cadres réglementaires et institutionnels pour l'économie de services et à une libéralisation accrue du commerce des services afin d'améliorer l'accès aux marchés et les opportunités d'investissement.

Compte tenu de la nature multiforme de l'économie de services, de son développement réussi, fortement influencée par la diversité des besoins en ressources, les liens intersectoriels et les rôles essentiels joués par des politiques nationales de réglementation et d'incitation soigneusement conçues, de nombreux pays en développement ont besoin d'une assistance technique pour identifier et mettre en place des

cadres institutionnels et des réformes politiques nécessaires pour garantir les gains de développement découlant de la libéralisation du commerce des services

Les examens de la politique des services (EPS) de la CNUCED² sont conçus pour répondre à ce besoin. L'objectif ultime de l'EPS est de renforcer la capacité des décideurs, des régulateurs et des négociateurs commerciaux des pays en développement à saisir les nouveaux débouchés commerciaux et à relever les défis nationaux dans des secteurs de services clés, parfois sensibles. À cet effet, chaque SPR oriente les pays demandeurs vers un examen systématique des environnements économique, réglementaire, institutionnel et commercial caractérisant leurs secteurs de services afin de les aider à améliorer leurs cadres réglementaire et institutionnel et à identifier les options de politique commerciale susceptibles de faire progresser les objectifs de développement des politiques sectorielles nationales.

Le commerce des services a gagné en importance pour la majorité des pays arabes - une tendance constante pour les pays en développement qui se lancent dans la diversification économique. Selon les statistiques du Fonds monétaire arabe (2017) sur le commerce des pays arabes, la contribution des industries extractives (mines, pétrole et gaz) au PIB continue de baisser, tandis que l'industrie manufacturière, l'agriculture et les services augmentent.

Pour l'économie marocaine, l'importance des services dans le PIB est constante au cours de la période allant de 2012 à 2017, le commerce des services représentant environ 27% du PIB en 2017 (contre un ratio moyen de 21% du PIB de toutes les économies arabes) avec un taux de croissance moyen de 4% sur une base annuelle.

En juin 2018, les autorités marocaines ont demandé à la CNUCED et au PNUD d'appuyer les efforts du Maroc en faveur de l'intégration économique arabe, en particulier dans le domaine du commerce des services. Le PNUD a tenu des consultations avec le gouvernement marocain, représenté par le Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique (MIITDE) et ont convenu d'un programme d'assistance technique sur le commerce des services en décembre 2018.

Sur la base de la demande d'assistance technique adressée par le gouvernement marocain au PNUD en liaison avec la CNUCED, des consultations avec les décideurs politiques marocains au cours d'une mission exploratoire conjointe PNUD / CNUCED ont été menées du 7 au 9 mai 2019 en coordination avec le Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique (MIICEN). Ce dernier a décidé que le SPR inclurait l'examen et l'analyse de trois secteurs de services spécifiques, à savoir: (i) les services de logistique liés au transport et à la distribution de produits pharmaceutiques, (ii) les services de distribution, comprenant les services de commerce de gros et les services de commerce de détail, et (iii) le secteur des services professionnels, limité au sous-secteur des services juridiques.

S'appuyant sur les travaux et l'expérience de la CNUCED en matière d'Examen de la Politique des Services (EPS) dans de nombreux pays en développement, cet examen couvrirait la dynamique économique et sociale associée du secteur des services dans son ensemble et examinerait le potentiel de nouveaux marchés, en particulier dans les pays arabes et les pays africains.

Les trois secteurs de services mentionnés ci-dessus feront ainsi l'objet de l'EPS devant être entrepris par la CNUCED et le PNUD pour le Maroc entre 2019 et 2020. La mission de conseil, devant être entreprise à

² UNCTAD (2014), A detailed Methodology for review of policy, regulatory, and institutional framework of trade in services

entreprendre par des experts nationaux (consultants), sous la supervision et la direction de la CNUCED en collaboration avec Le PNUD contribuerait au rapport d'examen approfondi sur les trois secteurs identifiés, comme indiqué dans le paragraphe précédent, et qui devra être soumis au Gouvernement marocain et aux parties prenantes concernées. Ces consultants feront partie de l'équipe de travail composée d'experts de la CNUCED et du PNUD. Leurs travaux devraient être intégrés dans le rapport final consolidé sur l'EPS.

À cette fin, les sections suivantes décrivent les termes de référence spécifiques pour l'examen des trois secteurs de services mentionnés. L'exécution de ce travail de conseil s'effectue conformément aux règles et règlements des Nations Unies applicables à la mise en œuvre directe déléguée conformément aux et politiques et procédures du Programme et des opérations du PNUD. Les experts s'acquittent de leurs tâches sous la supervision et les conseils du Chef de l'équipe technique et de la CNUCED en ce qui concerne les activités de fond du RPP relevant de cette mission.

MANDAT DU CONSULTANT

Globalement, le secteur des services juridiques a connu une croissance constante et continue au cours des dernières décennies ; conséquence du développement des échanges internationaux et de l'émergence de nouveaux domaines de pratique, en particulier dans le domaine du droit des affaires. Des secteurs tels que la restructuration d'entreprises, la privatisation, les fusions et acquisitions transfrontalières, les droits de propriété intellectuelle, les nouveaux instruments financiers et les lois sur la concurrence, ont généré une demande croissante de services juridiques de plus en plus sophistiqués ces dernières années. En effet, les statistiques illustrent l'importance du marché mondial des services juridiques de 2013 à 2017 et donnent la taille projetée de 2018 à 2021. En 2017, le marché mondial des services juridiques était évalué à 849 milliards de dollars américains³.

Les avocats de commerce sont de plus en plus confrontés à des transactions impliquant plusieurs juridictions et sont tenus de fournir des services et de conseiller les entreprises sur le cadre juridique de plusieurs juridictions lorsqu'elles offrent des services au secteur privé. L'un des objectifs de cet examen est à protéger les intérêts légitimes des entreprises marocaines opérant à l'étranger. En outre, la demande d'avocats dans des juridictions étrangères provient souvent de leurs entreprises clientes, qui exercent des activités transfrontalières et choisissent de s'appuyer sur les services de professionnels déjà familiarisés avec leurs activités et pouvant garantir des services de haute qualité. Certains pays sont également favorables au commerce international des services juridiques. L'établissement d'avocats étrangers est considéré comme un catalyseur pour les investissements étrangers, contribuant à la sécurité et à la prévisibilité de l'environnement commercial local.

Pour soutenir la conduite des entreprises internationales, les services juridiques jouent un rôle éminent en aidant les entreprises à fournir des services juridiques. Compte tenu des nouvelles stratégies de diversification économique du Maroc et du potentiel des marchés africain et arabe, il est essentiel de bien comprendre ce secteur des services et d'explorer les possibilités de tirer parti de l'expertise marocaine pour exporter vers des marchés prometteurs.

³ <https://www.statista.com/statistics/605125/size-of-the-global-legal-services-market/>

Au Maroc, la profession d'avocat est régie par la loi n ° 20-08, promulguée le 20 octobre 2008. Elle peut être exercée à titre individuel, en association avec d'autres avocats ou en qualité d'assistant

Le Maroc compte près de 8 700 avocats inscrits auprès de 17 barreaux ou bureaux de conseils. Les barreaux sont fédérés sous une association professionnelle spécifique. De loin, les conseils juridiques sont fournis par des avocats, qui sont également habilités à rédiger des contrats privés de toute nature. La représentation légale est obligatoire dans toutes les juridictions marocaines et les procédures de toutes les affaires judiciaires sont traitées en arabe⁴.

Il est prévu, au titre de cette mission, d'entreprendre l'examen des mesures politiques visant à exploiter le potentiel d'exportation des services juridiques sur de nouveaux marchés pour les services, par le biais d'une évaluation approfondie de l'économie de services, de manière à améliorer la politique réglementaire, institutionnelle et commerciale liée à la législation du secteur des services, aiderait le gouvernement à concevoir et à mettre en œuvre un plan d'action stratégique pour les services juridiques au niveau du pays et à identifier les options de politique commerciale permettant de faire progresser les objectifs de développement sectoriels nationaux, ainsi que de renforcer la compétitivité des services juridiques dans le pays. La priorité est donnée aux marchés d'exportation ciblés, ainsi qu'à l'intégration sur le marché mondial des services ;

Le Consultant national sera responsable de l'analyse quantitative et qualitative ainsi que de l'examen de la situation des services professionnels, en mettant l'accent sur la situation actuelle du secteur des services juridiques au Maroc. La méthodologie de cet examen repose sur celle relative à l'Examen de la Politique des Services (EPS), conçue par la CNUCED, en tenant dûment compte des ajustements nécessaires des conditions et de l'environnement commercial du Maroc. En conséquence, le rapport final sur l'examen de ce secteur devrait couvrir, entre autres, les éléments suivants:

- i. Examen économique du sous-secteur des services juridiques ;
- ii. Rôle et performance du sous-secteur ;
- iii. Réglementation, institution et mesures politiques ayant un impact sur ce sous- secteur ;
- iv. Engagements spécifiques (au titre des accords commerciaux) pour la libéralisation des échanges concernant ce sous- secteur, aux niveaux bilatéral, régional et multilatéral ;
- v. Analyse dite (SWOT) se rapportant à un audit des forces et faiblesses du sous-secteur ainsi que les obstacles et les opportunités y relatifs.

A partir des conclusions de cet examen, il escompté que le Maroc identifiera les mesures institutionnelles et politiques requises pour développer davantage la capacité d'offre du commerce des services juridiques, concevra un séquençement adéquat des réformes, et élaborera un cadre stratégique cohérent et complet pour le secteur des services juridiques en identifiant les options de politique commerciale permettant de faire progresser les objectifs de développement sectoriels nationaux et d'améliorer les exportations de services vers les marchés ciblés.

L'objectif principal de cette mission est de procéder à un examen et à une analyse du secteur des services juridiques du point de vue du commerce des services. Conformément à l'objectif de l'EPS, le gouvernement marocain sera doté d'un ensemble de recommandations sur les mesures à prendre pour améliorer

⁴ Trade Policy review report Morocco – WTO 2016 -https://www.wto.org/english/tratop_e/tpr_e/s329_e.pdf

la performance et la compétitivité du secteur des services juridiques, notamment des indicateurs permettant d'évaluer les effets des réformes proposées et un plan d'action désignant une entité nationale responsable de diriger la mise en œuvre de chaque recommandation, ainsi qu'un calendrier approximatif et une séquence pour la mise en œuvre de chaque recommandation.

L'expert national doit compiler des informations et des données sur les activités des services juridiques émanant d'associations professionnelles ainsi que du secteur public / des pouvoirs publics.

Pour les besoins de cette mission, l'expert national traitera des services professionnels marocains, en mettant l'accent sur le sous-secteur des services juridiques, dans la perspective d'un objectif à long terme visant à renforcer les prestataires de services juridiques marocains (les avocats en particulier) afin d'accéder aux marchés des services étrangers.

Dans le cadre de cette mission, le/a consultant(e) national(e) sera guidé(e) par la classification des services sectorielle des services de l'OMC (MTN.GNS / W / 120, 10 juillet 1991) et ses correspondances du CPC⁵ élaborée par le Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies (DAES- ONU).

Activités principales

Le consultant national est chargé des tâches suivantes:

1. Examen des environnements économique, réglementaire, institutionnel et commercial caractéristiques du secteur des services professionnels axé sur le secteur des services juridiques, conformément aux exigences du rapport consolidé sur l'EPS, y compris le rôle de ce secteur et sa contribution dans l'économie nationale;
2. Analyse l'impact du sous-secteur des services juridiques sur l'économie et la politique commerciale du Maroc;
3. Analyse quantitative des données commerciales et statistiques relatives aux services professionnels selon la classification OMC / AGCS au sens du commerce des services juridiques⁶ (y compris une évaluation des défis et des opportunités découlant des accords multilatéraux, régionaux et bilatéraux tels que, UMA, CFTA, accords d'association avec l'UE et l'accord de libre-échange bilatéral entre le Maroc et les États-Unis ; et tout autre accord signé par le Maroc qui couvrirait les services juridiques;
4. L'analyse couvrirait les quatre modes de fourniture de services⁷ selon l'AGCS, y compris les conditions d'accès au marché et les limitations à la clause NPF et le traitement national y compris les mesures restrictives concernant la présence commerciale et le système de licences et exigences pour les étrangers ;
5. Examen détaillée de la composition du commerce des services juridiques (flux et tendances concernant la fourniture de services juridiques, l'emploi, l'investissement et le commerce dans ce sous-secteur), de la

⁵ (CPC) Version 2.1 NY 2015

⁶ Le Maroc n'a énuméré aucun engagement au titre de l'AGCS concernant les services juridiques à l'OMC

⁷ 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

compétitivité des services juridiques, des politiques complémentaires pertinentes (politiques de développement des capacités de fourniture, des services juridiques et stratégie de développement sectoriel , cadres réglementaires, y compris lois et réglementations régissant les services juridiques) et cadres institutionnels pertinents;

6. Analyse des défis et des opportunités en vue d'améliorer le secteur des services juridiques et d'identifier les performances potentielles en matière de réforme et d'exportation vers, les marchés cibles.

7. Collecte et Compilation de toutes les données, informations et statistiques pertinentes relatives aux services professionnels du secteur des services juridiques au Maroc (barreaux, base de registre et base de données informatisée, indépendance financière, projets d'aide judiciaire, etc.). En cas d'indisponibilité des données requises, une enquête serait élaborée et diffusée aux parties prenantes concernées.

8. Identification de la tendance du marché des services juridiques au Maroc et l'impact potentiel de l'entrée de nouveaux acteurs dans le secteur des services juridiques en termes de concurrence et d'investissement étranger. L'analyse devrait examiner le côté de l'offre afin d'améliorer les services exportés vers les marchés étrangers cibles. Une attention particulière serait accordée à l'impact sur la création d'emplois et au renforcement de la capacité d'approvisionnement/fourniture en tenant compte des objectifs de développement durable (ODD).

9. Organisation d'entretiens et de réunions avec l'ensemble des parties prenantes, y compris des agences gouvernementales compétentes, des cabinets d'avocats et des barreaux, ainsi que le secteur privé s'occupant de services professionnels - les services juridiques - afin de collecter des informations sur et les domaines d'intérêt commun des acteurs clés de ce secteur en vue d'aider le gouvernement à concevoir les orientations stratégiques pour la prise en charge des préoccupations de ce secteur .

10. Préparation d'une enquête ou un questionnaire afin de collecter les données et informations non disponibles aux fins de l'EPS. L'interaction avec les parties prenantes nationales devrait viser à obtenir les derniers documents de politique, statistiques, et toutes autres données et informations pertinentes concernant le secteur des services juridiques. Cet exercice est soutenu par le MIICEN;

11. Participation et contribution aux discussions et activités techniques liées au processus de l'EPS, en particulier lors des ateliers nationaux et autres rencontres, le cas échéant, pour s'acquitter de ses tâches en vertu du présent mandat menant à la préparation du rapport de l'EPS;

12. Collaboration et coordination de ses activités avec les deux autres experts sectoriels travaillant pour le rapport final consolidé sur l'EPS du Maroc.

RESULTATS ATTENDUS

Ci-après les produits/activités à livrer par le consultant national.

Résultats	Révisions et approbations requises
------------------	---

<p>Étape 1:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Préparation du projet de rapport préliminaire dans lequel le consultant national présentera les premiers éléments de son travail de recherche et d'analyse conformément aux présents termes de référence (TdR) et suivant la méthodologie de l'EPS conçue par la CNUCED ; 2. Présentation des données commerciales et économiques compilées (pour les années postérieures à 2013) concernant les services juridiques marocains. Ces informations doivent être compilées conformément à la structure du rapport sur l'EPS requise qui lui est communiquée par la CNUCED et l'équipe du PNUD ; 3. Présentation de données statistiques et d'informations aux fins de l'analyse qualitative et quantitative sous la conduite d'experts de la CNUCED ; 4. Description succincte du cadre des services juridiques sur le marché marocain. Cela devrait également inclure l'élaboration narrative d'acteurs clés du secteur juridique et les perspectives de développement, de création et / ou d'extension des conseils de droit existants, de réformes juridiques et d'actes de société, ainsi que de leur accès potentiel aux marchés étrangers. 	<p>Conseiller technique principal (CTA) et experts de la CNUCED</p>
<p>Étape 2:</p> <p>Préparation du projet de rapport final y compris les recommandations relatives aux services professionnels, l'accent étant mis sur les services juridiques au Maroc, conformément aux présents termes de référence (TdR).</p>	<p>Conseiller technique principal (CTA) et experts de la CNUCED</p>

ARRANGEMENT INSTITUTIONNEL

- La personne sélectionnée pour cette mission de conseil est tenue de manifester son engagement envers cette mission auprès du PNUD-RBAS;
- Il / elle accomplira ses tâches sous la direction générale du chef de programme régional et sous la supervision directe du conseiller technique principal et des experts de la CNUCED. La supervision inclura les approbations / acceptations des produits identifiés dans les sections précédentes ;
- Il / elle doit être en liaison et collaborer dans le cadre de ses travaux avec les deux autres consultants en charge des deux autres secteurs identifiés (Services de distribution et services juridiques), les responsables des organes gouvernementaux concernés et les experts de la CNUCED;
- Il / elle doit entretenir une communication étroite avec le PNUD-RBAS, la CNUCED et le point focal, coordonnateur de l'EPS au sein du gouvernement en l'occurrence le MIICEN, régulièrement et selon les besoins, à tout moment de la mission, afin de rendre compte de l'avancement dans la réalisation de ses activités.
- En cas de retard, il / elle informera rapidement le PNUD et la CNUCED afin que des décisions et des mesures correctives puissent être prises en conséquence. Les retards qui affecteraient le flux du travail collaboratif et la livraison des résultats dans les délais impartis entraîneraient la résiliation du contrat;

- Le PNUD et la CNUCED se réservent le droit de demander des contributions, des examens ou des révisions supplémentaires, selon le besoin, afin de garantir la qualité et la pertinence des travaux.

DURÉE DE LA MISSION

La durée de la mission devrait être de 66 jours ouvrables à compter de la date de signature du contrat sur une période de 09 mois.

LIEU D'AFFECTATION

Il s'agit d'une mission à domicile avec un voyage prévu dans un ou deux pays arabes. Tous les voyages connexes seront organisés et couverts par le PNUD conformément aux règles et réglementations en vigueur.

QUALIFICATIONS ET CONDITIONS RQUISES DU CONTRACTANT

- I. Qualifications académiques :
 - Master en économie, commerce international, développement international ou dans un domaine connexe des sciences sociales.
- II. Années d'expérience :
 - Au moins sept années d'expérience pratique du commerce des services et de l'analyse des analyses économiques ainsi que du commerce international et des accords commerciaux préférentiels, y compris dans les pays arabes.
 - Une expérience démontrée de la réalisation de missions similaires dans la région arabe est un atout.
- III. Expérience Technique :
 - Expertise et connaissances en matière économie et analyse des incidences économiques du commerce des services
 - Expérience avérée dans la réalisation d'évaluations des performances des accords commerciaux régionaux à l'aide d'outils d'évaluation ou de méthodologies, d'analyses économiques, de travaux d'analyse et de dialogues public-privé
 - Expérience de recherche et publications éprouvées dans le domaine du commerce, axées sur le commerce des services dans le cadre des accords commerciaux régionaux relatifs à l'élaboration et à la négociation de politiques commerciales
 - Connaissance approfondie de l'accord GATS de l'OMC, du commerce des services dans le contexte des accords commerciaux régionaux et de l'inclusion du commerce des services – de préférence des services logistiques relatifs à la distribution et le transport de produits pharmaceutiques – dans les politiques commerciales nationales et leurs effets sur l'économie
 - Expérience en matière d'analyses commerciales de services de logistique relatifs au transport et à la distribution des produits pharmaceutiques
- IV. Exigences linguistiques
 - Maîtrise de la langue Arabe et Française: rédaction et communication orale de manière claire et concise, solides compétences analytiques et de synthèse.
 - La connaissance de l'Anglais est un atout.
- V. Valeurs et les normes éthiques de l'ONU
 - *Corporatives*

- Fait preuve d'intégrité et d'équité, en modélisant les valeurs et les normes éthiques de l'ONU/PNUD.
- Favorise la vision, mission, et les objectifs stratégiques du PNUD.
- Affiche une sensibilité et une adaptabilité culturelles, de genre, de religion, de race, de nationalité et d'âge.
- *Fonctionnalité*
 - Compétences en gestion du temps et en organisation, avec la capacité d'entreprendre de multiples tâches et d'exécuter des tâches sous pression;
 - Solides compétences analytiques et de synthèse;
 - Capacité à travailler de manière indépendante et à obtenir des résultats de qualité avec une supervision limitée et des horaires condensés;
 - Solides compétences en recherche quantitative et qualitative;
 - Expérience dans la production de rapports;
 - Aptitude à écrire de manière claire et concise;
 - Bonnes aptitudes pour le travail d'équipe et les relations interpersonnelles;
 - Capacité à gérer plusieurs tâches à la fois et à travailler sous pression;
 - Excellentes compétences en informatique, notamment Word, Excel et Power Point.
- *Gestion des connaissances et apprentissage*
 - Aptitude à promouvoir et à créer des produits basés sur le savoir;
 - Encourage la gestion des connaissances au PNUD ainsi que un environnement d'apprentissage ;
 - Recherche et applique les connaissances, les informations et les meilleures pratiques émanant du PNUD et de la CNUCED et de l'extérieur, ainsi que d'autres entités et organisations des Nations Unies concernées;
 - Faire preuve d'une capacité d'innovation et de créativité pour fournir des conseils et une orientation stratégiques en matière de politique.

PROPOSITION DE REMUNERATION ET CALENDRIER DES PAIEMENTS

Toutes les propositions doivent être exprimées en un montant forfaitaire. Ce montant doit être "tout compris". Veuillez noter que le terme «tout compris» implique que tous les coûts (honoraires professionnels, frais de déplacement, indemnités de subsistance, communications, consommables, etc.) éventuellement engagés sont déjà pris en compte dans les montants définitifs présentés dans la proposition.

Le contractant recevra un montant forfaitaire tout compris pour les livrables / produits au cours de la période d'attribution, sous réserve de la présentation d'une attestation de paiement (CoP) dûment certifiée et de la confirmation de l'exécution satisfaisante des travaux conformément au le tableau d'échéancier des paiements ci-dessous:

Etapes	Nombre de jours estimé pour chaque produit livrable	Date approximative	Paiement
Etape 1 : Après avoir terminé avec succès et soumis le jalon 1	22 Jours	Septembre 2019	30% après avoir terminé avec succès le jalon 1
Etape 2 : Après avoir terminé avec succès et soumis le jalon 2	44 Jours	Janvier 2020	70% après avoir terminé avec succès le jalon 2

DOCUMENTS REQUIS LORS DE LA SOUMISSION DES OFFRES

Les consultants individuels intéressés doivent soumettre les documents / informations suivants pour démontrer leurs qualifications. Les candidats qui omettent de fournir les informations requises ne seront pas pris en compte.

a) **CV personnel** , indiquant toutes les expériences antérieures de projets similaires, ainsi que les coordonnées (adresse électronique et numéro de téléphone) du candidat et au moins trois (3) références professionnelles;

b) **Brève description** des raisons pour lesquelles vous vous considérez comme le candidat le plus approprié pour cette mission.

c) Une méthodologie **de travail** démontrant la compétence du candidat pour mener à bien cette mission.

d) **Proposition financière** indiquant le prix total du contrat tout compris, étayée par une ventilation des coûts,. Le termes «tout compris» implique que tous les coûts (honoraires professionnels, frais de déplacement, indemnités de subsistance, communications, consommables, etc.) éventuellement engagés sont déjà pris en compte dans les montants définitifs présentés dans la proposition. Si un offrant est employé par un organisme / une entreprise / une institution et s’attend à ce que son employeur lui facture des frais de gestion avant de le relouer à nouveau au PNUD en vertu de la convention de prêt remboursable (RLA), l’offrant doit indiquer à ce stade et s’assurer que tous ces coûts sont dûment intégrés dans la proposition financière soumise au PNUD.

Veillez ne pas soumettre de proposition financière à cette étape. La proposition financière doit être demandée aux candidats jugés techniquement qualifiés uniquement.

Les candidats intéressés doivent soumettre les documents ci-dessus sur le site Web des offres d'emploi: https://jobs.undp.org/cj_view_jobs.cfm en un seul document au plus tard le **08 Septembre 2019**. Les candidats intéressés peuvent trouver l'avis de passation de marché, la lettre de confirmation de l'intérêt et de la disponibilité et le P11 <http://procurement-notice.undp.org/>

CRITERES DE SELECTION DES MEILLEURES OFFRES

Les consultants individuels seront évalués selon les méthodologies suivantes:

Étape I: Dépistage et examen sur dossier:

Les consultants individuels seront évalués selon la méthodologie suivante.

Les candidatures seront d'abord examinées et seuls les candidats répondant aux exigences minimales suivantes passeront au groupe de présélection :

- Master en économie, commerce international, développement international ou dans un domaine connexe des sciences sociales.
- Au moins sept années d'expérience pratique du commerce des services et de l'analyse des analyses économiques ainsi que du commerce international et des accords commerciaux préférentiels, y compris dans les pays arabes.
- Maîtrise de la langue Arabe et française: rédaction et communication orale de manière claire et concise, solides compétences analytiques et de synthèse,. La connaissance de l'anglais est un atout.

Critères d'évaluation technique max 100 points (pondération 70)

- Expertise et connaissances en matière économie et analyse des incidences économiques du commerce des services (20 points)
- Expérience avérée dans la réalisation d'évaluations des performances des accords commerciaux régionaux à l'aide d'outils d'évaluation ou de méthodologies, d'analyses économiques, de travaux d'analyse et de dialogues public-privé (15 points)
- Connaissance approfondie de l'accord GATS de l'OMC, du commerce des services dans le contexte des accords commerciaux régionaux et de l'inclusion du commerce des services - de préférence des services de distribution - dans les politiques commerciales nationales et de leurs effets sur l'économie (20 points)
- Expérience de recherche et publications éprouvées dans le domaine du commerce, axées sur le commerce des services dans le cadre des accords commerciaux régionaux relatifs à l'élaboration et à la négociation de politiques commerciales (15 points)
- Expérience en matière d'analyses commerciales de services professionnels et juridiques au Maroc (20 points)
- Echantillon de travail (10 points)

Critères d'évaluation Financière – 30% de l'évaluation finale:

Pour les offres considérées dans l'évaluation financière, l'offre au prix le plus bas recevra 30 points. Les autres offres recevront des points par rapport à l'offre la plus basse, sur la base de la formule suivante: $(PI / Pn) * 30$ où Pn correspond à l'offre financière évaluée et PI à l'offre la plus basse reçue.

Étape II: Critères d'évaluation Financière – 30% de l'évaluation finale:

L'évaluation finale combinera les notes de l'évaluation et de la proposition financière avec les pondérations suivantes attribuées à chacune:

Les consultants individuels seront évalués sur la base de la méthode **d'analyse cumulative** (méthode de notation pondérée), dans laquelle le contrat sera attribué au consultant individuel dont l'offre a été évaluée et déterminée comme suit:

- Réactif/conforme/acceptable; et
- Avoir obtenu le meilleur score parmi un ensemble prédéterminé de critères techniques et financiers spécifiques à la sollicitation.

Critère d'évaluation technique [70%]

Critère d'évaluation financière [30%]

Seuls les consultants individuels obtenant un minimum de 49 points (70%) de l'évaluation technique seraient pris en compte pour l'évaluation financière.